

Exclusion à la piscine de Porrentruy : la Jeunesse socialiste dénonce une dérive xénophobe

En pleine vague de chaleur, la commune de Porrentruy interdit l'accès à sa piscine municipale aux personnes ne résidant ni ne travaillant en Suisse. Sous couvert d'une simple « mesure de gestion », cette décision cible les personnes étrangères. La Jeunesse socialiste jurassienne (JSJ) condamne fermement cette règle discriminatoire qui constitue une dérive xénophobe et stigmatisante grave.

Dans son communiqué du 2 juillet, la commune affirme avoir pris cette décision en raison de « comportements inappropriés » depuis le début de la saison, tout en annonçant que seules les personnes résidant ou travaillant en Suisse seraient désormais admises. Ce lien implicite entre les désagréments évoqués et la présence d'étrangers et étrangères revient à désigner un groupe comme responsable. Ce glissement vers une logique d'exclusion est inacceptable. Il renforce les peurs, banalise les préjugés, et alimente une xénophobie déjà bien ancrée. En Suisse, près d'une personne sur trois a été discriminée, notamment en raison de son origine ou de sa couleur de peau.

La JSJ s'oppose à ce type de décision qui a des conséquences très concrètes. Une de ses membres raconte : « Un ami français montait à Belfort pour les Eurockéennes, et en redescendant chez lui, nous devions nous retrouver à

Porrentruy et aller à la piscine. J'ai été bien embarrassée de lui expliquer pourquoi ce ne serait pas possible. » Cette situation résume à elle seule l'absurdité d'une politique qui exclut des personnes uniquement parce qu'elles n'ont pas les « bons papiers ».

La JSJ rappelle que l'accueil et la solidarité devraient constituer les fondements d'une ville frontalière comme Porrentruy. Elle déplore une mesure qui, bien que présentée sous un autre angle, s'inscrit dans une logique d'exclusion malheureusement toujours bien actuelle. Dans ce cadre, l'origine perçue semble primer sur les actes, devenant un critère de tri implicite. Sans le dire explicitement, cette décision participe à des dynamiques discriminatoires structurelles, caractéristiques du racisme systémique. La JSJ appelle les autorités à sortir de ces réflexes stigmatisants et à engager une réflexion politique sérieuse et équitable.

Plutôt que de répondre aux véritables problèmes de gestion, la commune choisit une fois de plus de désigner un groupe comme bouc émissaire. Elle cède à la facilité politique au lieu de chercher des solutions justes et durables. Déjà en 2020, face aux mêmes difficultés, elle avait adopté les mêmes mesures, sans qu'aucune réflexion de fond ne semble être menée depuis. La JSJ dénonce une décision qui soulève de sérieuses questions quant au respect du principe d'égalité de traitement, pourtant fondamental en droit public.

En outre, elle exige le retrait immédiat de cette interdiction, des excuses publiques de la commune, et une politique d'accueil ouverte et cohérente avec les valeurs que le Jura prétend défendre. L'espace public appartient à toutes et tous. Une piscine n'est pas une frontière.

Jeunesse socialiste jurassienne (JSJ)